

# La Construction européenne

Chronologie : 1946-2006

1946

19 septembre : discours de Winston Churchill à Zurich qui se prononce pour les "États-Unis" d'Europe et la création d'un "Conseil de l'Europe".

1948

17 mars : signature du Traité de Bruxelles instituant l'Union occidentale.

16 avril : création de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) pour répartir l'aide américaine du plan Marshall du 5 juin 1947.

7 mai : Congrès de tous les mouvements européens à La Haye.

1949

4 avril : signature à Washington du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

5 mai : signature à Strasbourg du statut du Conseil de l'Europe.

1950

9 mai : Déclaration de Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères, proposant, à l'initiative de Jean Monnet, la mise en commun des ressources de charbon et d'acier de la France et de la République fédérale d'Allemagne dans une organisation ouverte à tous les États d'Europe.

26 octobre : René Pleven propose un plan d'armée européenne.

1951

18 avril : les Six signent à Paris le traité instituant la Communauté du charbon et de l'acier (CECA).

1952

27 mai : signature à Paris du traité instituant la Communauté européenne de Défense (CED).

1953

10 février : ouverture du marché commun pour le charbon et le minerai de fer.

1954

30 août : alors qu'il avait été ratifié par les parlements des cinq États partenaires, l'Assemblée nationale française rejette le traité sur la CED (264 voix pour / 319 voix contre).

23 octobre : Accords de Paris prévoyant l'entrée de la République fédérale d'Allemagne dans l'Union occidentale, devenue Union de l'Europe Occidentale (UEO), et sa future adhésion à l'OTAN.

1955

1<sup>er</sup>-2 juin : réunis en Conférence à Messine, les ministres des Affaires étrangères des Six décident d'étendre l'intégration européenne à l'économie.

1956

29-30 mai : à Venise, les ministres des Affaires étrangères des Six approuvent le rapport Spaak en vue de créer une Communauté économique et une Communauté de l'énergie atomique.

1957

13 février : le Conseil de l'OECE entame des négociations pour la création d'une zone de libre-échange.

25 mars : signature à Rome des Traités instituant la Communauté Économique Européenne (CEE) et la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique (EURATOM).

1958

1<sup>er</sup> janvier : entrée en vigueur des traités de Rome.

1959

1er janvier : première baisse de 10% des droits de douane à l'intérieur de la CEE.

1960

4 janvier : signature de la Convention de Stockholm créant, à l'initiative du Royaume-Uni, l'Association européenne de libre-échange (AELE).

5 septembre : le général de Gaulle propose au cours d'une conférence de presse "un concert organisé, régulier des gouvernements responsables", l'établissement d'organismes spécialisés subordonnés aux gouvernements et l'organisation d'un référendum européen.

20 septembre : mise en place du Fonds social européen (FSE).

14 décembre : signature à Paris du traité instituant l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) qui remplace l'OECE.

1961

31 juillet : l'Irlande demande son adhésion à la CEE.

9-10 août : le Royaume-Uni et le Danemark demandent leur adhésion à la CEE.

2 novembre : la France présente un projet de traité (plan Fouchet) créant une union d'États indissoluble, jouissant de la personnalité juridique et "fondée sur le respect de la personnalité des peuples et des États membres".

18 décembre : début du premier "marathon agricole". Il se terminera le 14 janvier 1962, après 140 heures de négociations. Six organisations communes de marchés (céréales, porc, œufs, volailles, fruits et légumes, vin) sont créées.

1962

14 janvier : création du Fonds européen d'orientation et de garanties agricoles (FEOGA).

17 avril : la Belgique et les Pays-Bas font de l'adhésion britannique un préalable à l'union politique. Les travaux de la Commission Fouchet sont bloqués.

15 mai : le général de Gaulle déclare dans une conférence de presse qu' "il ne peut y avoir d'autre Europe que celle des États" et critique le concept de supranationalité, ce qui entraîne la démission de cinq ministres démocrates-chrétiens MRP.

30 juillet : entrée en vigueur de la Politique agricole commune (PAC).

1963

14 janvier : le général de Gaulle annonce que la France usera de son veto à l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE.

20 juillet : signature à Yaoundé de la Convention d'association entre la CEE et dix-huit États africains et malgache.

28 novembre : dans sa résolution sur l'accord créant une association entre la Communauté et la Turquie, le Parlement européen propose l'adhésion future de la Turquie à la CEE.

1964

15 juillet : la Cour de Justice des Communautés Européennes (CJCE) rend un arrêt (affaire Costa) qui consacre la primauté du droit communautaire sur le droit national.

1965

8 avril : signature du traité de fusion des exécutifs des trois Communautés instituant un Conseil et une Commission uniques.

30 juin : crise à propos du financement de la PAC. Opposée à l'insuffisance des propositions de la Commission quant au financement des dépenses dans la Communauté, la France pratique la politique de la "chaise vide".

1966

29 janvier : Compromis de Luxembourg. La France accepte de reprendre sa place au Conseil en contrepartie du maintien de la règle de l'unanimité lorsque "des intérêts très importants" sont en jeu.

1967

10-11 mai : le Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni déposent une demande officielle d'adhésion à la CEE. La Norvège fait de même le 21 juillet.

1<sup>er</sup> juillet : les exécutifs des trois Communautés fusionnent.

27 novembre : le général de Gaulle se prononce à nouveau contre l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE.

1968

1<sup>er</sup> janvier : la France prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

1<sup>er</sup> juillet : l'Italie prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

1<sup>er</sup> juillet : avec un an d'avance, un tarif douanier commun est mis en place et les droits de douane dans la CEE sont supprimés.

26 juillet : signature à Arusha de l'accord d'association entre la CEE et 3 États de l'Est africain (Kenya, Ouganda et Tanzanie).

10 septembre : rapport Werner sur l'union européenne monétaire.

1969

1<sup>er</sup> janvier : le Luxembourg prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

1<sup>er</sup> juillet : les Pays-Bas prennent la présidence du Conseil des Communautés européennes.

29 juillet : signature à Yaoundé de la nouvelle Convention d'association entre la CEE et les États africains et malgache.

10 août : mise en place des montants compensatoires monétaires (MCM) dans les échanges agricoles, à la suite d'une dévaluation de 11% du franc français.

1er-2 décembre : lors du sommet de La Haye, les Chefs d'État et de gouvernement adoptent le "triptyque" : "achèvement, approfondissement, élargissement". Le Président Georges Pompidou lève le veto français à l'adhésion du Royaume-Uni. La demande d'adhésion des quatre États candidats (Danemark, Irlande, Norvège et Royaume-Uni) est acceptée.

1970

1<sup>er</sup> janvier : la Belgique prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

22 avril : signature à Luxembourg, du traité permettant le financement progressif des Communautés par des ressources propres et sur l'extension des pouvoirs de contrôle du Parlement européen.

30 juin : ouverture, à Luxembourg, des négociations avec les 4 États candidats à l'adhésion (Danemark, Irlande, Norvège et Royaume-Uni).

1<sup>er</sup> juillet : l'Allemagne prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

1971

1<sup>er</sup> janvier : la France prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

1<sup>er</sup> juillet : l'Italie prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

1972

1<sup>er</sup> janvier : le Luxembourg prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

22 janvier : signature, à Bruxelles, des traités d'adhésion des nouveaux membres de la CEE.

24 avril : constitution du "Serpent" monétaire. Les Six décident de limiter à 2.25% les marges de fluctuation de leur monnaie par rapport au Dollar.

1<sup>er</sup> juillet : les Pays-Bas prennent la présidence du Conseil des Communautés européennes.

1973

1<sup>er</sup> janvier : la Belgique prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

1<sup>er</sup> janvier : le Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni entrent dans la CEE. Elle compte désormais 9 membres.

1er avril : le nouveau gouvernement travailliste britannique demande que les conditions d'adhésion du Royaume-Uni à la CEE soient renégociées.

1<sup>er</sup> juillet : le Danemark prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

1974

1<sup>er</sup> janvier : l'Allemagne prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

1<sup>er</sup> juillet : la France prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

31 juillet : première rencontre euro-arabe.

11 octobre : la CEE obtient un statut d'observateur à l'Assemblée générale des Nations Unies.

9-10 décembre : deuxième sommet de Paris. Les 9 Chefs d'État et de gouvernement décident de se réunir régulièrement en Conseil européen, proposent d'élire l'Assemblée européenne au suffrage universel et décident la mise en œuvre du Fonds européen de développement régional (FEDER).

1975

1<sup>er</sup> janvier : l'Irlande prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.  
28 février : signature, à Lomé, d'une convention (Lomé I) entre la Communauté et 46 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), prévoyant notamment la stabilisation de leurs recettes d'exportation (accord STABEX).  
10-11 mars : premier Conseil européen à Dublin au cours duquel la question de la contribution financière du Royaume-Uni au budget communautaire est réglée. Le 5 juin, les Britanniques votent par référendum pour le maintien dans la CEE.  
30 mai : création de l'Agence spatiale européenne (ESA).  
12 juin : la Grèce demande officiellement son adhésion à la CEE.  
1<sup>er</sup> juillet : l'Italie prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.  
16-17 juillet : Conseil européen à Bruxelles.  
22 juillet : signature du traité renforçant les pouvoirs budgétaires de l'Assemblée européenne et créant une Cour des comptes européenne.  
1er-2 décembre : Conseil européen à Rome.  
29 décembre : Léo Tindemans, Premier ministre belge, présente son rapport sur l'Union européenne.

1976

1<sup>er</sup> janvier : le Luxembourg prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.  
1er-2 avril : Conseil européen à Luxembourg.  
1<sup>er</sup> juillet : les Pays-Bas prennent la présidence du Conseil des Communautés européennes.  
12-13 juillet : Conseil européen à Bruxelles.  
27 avril : signature d'accords de coopération entre la CEE et les États du Maghreb.  
15-16 décembre : Conseil européen à La Haye.

1977

1<sup>er</sup> janvier : le Royaume-Uni prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.  
25-26 mars : Conseil européen à Rome.  
28 mars : le Portugal dépose une demande officielle d'adhésion à la CEE.  
7-8 mai : la CEE participe pour la première fois à un sommet des 7 pays les plus industrialisés.  
29-30 juin : Conseil européen à Londres.  
1<sup>er</sup> juillet : la Belgique prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.  
28 juillet : l'Espagne demande officiellement son adhésion à la CEE.  
5-6 décembre : Conseil européen à Bruxelles.

1978

1<sup>er</sup> janvier : le Danemark prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.  
7-8 avril : Conseil européen à Copenhague.

1<sup>er</sup> juillet : l'Allemagne prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

6-7 juillet : Conseil européen à Brême. La France et la République Fédérale d'Allemagne y proposent une relance de la coopération monétaire par la création d'un Système monétaire européen (SME) devant se substituer au "Serpent" monétaire.

4-5 décembre : Conseil européen à Bruxelles.

1979

1<sup>er</sup> janvier : la France prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

12-13 mars : Conseil européen de Paris : début du fonctionnement du SME. L'Ecu (European Currency Unit), composé à partir d'un "panier" des monnaies nationales, devient l'unité de compte européenne.

28 mai : signature de l'acte d'adhésion de la Grèce à la CEE.

7-10 juin : premières élections au suffrage universel des 410 membres de l'Assemblée européenne. Le taux de participation moyen est de 60%.

21-22 juin : Conseil européen à Strasbourg.

1<sup>er</sup> juillet : l'Irlande prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

31 octobre : signature à Lomé de la deuxième convention (Lomé II) entre la CEE et 58 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

29-30 novembre : Conseil européen à Dublin.

13 décembre : première crise budgétaire. Le Parlement européen rejette le projet élaboré par le Conseil.

1980

1 janvier : l'Italie prend la présidence du Conseil des Communautés européennes

27-28 avril : Conseil européen à Luxembourg.

12-13 juin : Conseil européen à Venise.

1<sup>er</sup> juillet : le Luxembourg prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

1er-2 décembre : Conseil européen à Luxembourg.

1981

1<sup>er</sup> janvier : les Pays-Bas prennent la présidence du Conseil des Communautés européennes.

1er janvier : la Grèce devient le dixième membre de la CEE. Le même jour, l'Ecu remplace l'unité de compte européenne, utilisée depuis 1978.

23-24 mars : Conseil européen à Maastricht.

29-30 juin : Conseil européen à Luxembourg.

1<sup>er</sup> juillet : le Royaume-Uni prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

26-27 novembre : Conseil européen à Londres.

1982

1<sup>er</sup> janvier : la Belgique prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

23 février : le Groenland se prononce, par référendum, pour son retrait de la CEE.

29-30 mars : Conseil européen à Bruxelles.

28-29 juin : Conseil européen à Bruxelles.

1<sup>er</sup> juillet : le Danemark reprend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

3-4 décembre : Conseil européen à Copenhague.

1983

1<sup>er</sup> janvier : l'Allemagne prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

25 janvier : le Conseil adopte une politique commune de la pêche, dite "Europe bleue".

21-22 mars : Conseil européen à Bruxelles.

17-19 juin : Conseil européen à Stuttgart.

1<sup>er</sup> juillet : la Grèce prend pour la première fois la présidence du Conseil des Communautés européennes.

4-6 décembre : Conseil européen à Athènes.

1984

1<sup>er</sup> janvier : la France prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

14 février : le Parlement européen adopte un projet de traité sur l'Union européenne (projet Spinelli).

28 février : adoption du programme "Esprit" de recherche et de développement dans le domaine des techniques de l'information (micro-électronique, Bureautique...)

19-20 mars : Conseil européen à Bruxelles.

14-17 juin : deuxièmes élections européennes.

25-26 juin : Conseil européen de Fontainebleau : les Dix parviennent à un accord sur le montant de la compensation à accorder à la Grande-Bretagne pour alléger sa contribution au budget européen.

1<sup>er</sup> juillet : l'Irlande reprend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

24 juillet : Pierre Pflimlin est élu Président du Parlement européen.

8 décembre : signature au Togo de la troisième convention de Lomé entre les Dix et 66 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

3-4 décembre : Conseil européen à Dublin.

13 décembre : deuxième crise budgétaire. Le Parlement européen rejette le budget prévu pour 1985.

1985

1<sup>er</sup> janvier : l'Italie prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

29-30 mars : Conseil européen à Bruxelles.

14 juin : Livre blanc présenté par la Commission sur l'achèvement du marché intérieur avant le 1er janvier 1993.

28-29 juin : Conseil européen à Milan.

1<sup>er</sup> juillet : le Luxembourg prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

6 novembre : adoption du programme Eurêka (Coopération européenne dans les hautes technologies) destiné à promouvoir les projets de recherche entre industriels européens.

2-3 décembre : Conseil européen de Luxembourg. Les Dix s'accordent pour réviser le Traité de Rome et relancer l'intégration européenne par la rédaction d'un "Acte unique européen".

1986

1<sup>er</sup> janvier : les Pays-Bas prennent la présidence du Conseil des Communautés européennes

1er janvier : l'Espagne et le Portugal adhèrent à la CEE.  
17-18 février : signature à Luxembourg de l'Acte unique européen.  
29 mai : les Douze adoptent le drapeau bleu aux douze étoiles comme drapeau officiel de la Communauté.  
26-27 juin : Conseil européen à La Haye.  
1<sup>er</sup> juillet : le Royaume-Uni prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.  
5-6 décembre : Conseil européen à Londres.

1987

1<sup>er</sup> janvier : la Belgique prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.  
14 avril : la Turquie demande son adhésion à la CEE.  
13 mai : adhésion de l'Espagne au SME.  
15 juin : le Conseil adopte le programme Erasmus en faveur de la mobilité des étudiants.  
29-30 juin : Conseil européen à Bruxelles.  
1<sup>er</sup> juillet : le Danemark prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.  
1er juillet : entrée en vigueur de l'Acte unique européen.  
20 juillet : le Maroc dépose une demande d'adhésion auprès de la CEE.  
26 octobre : adoption à La Haye par l'UEO d'une plate-forme commune sur la sécurité.  
4-5 décembre : Conseil européen à Copenhague.

1988

1<sup>er</sup> janvier : l'Allemagne prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.  
11-13 février : Conseil européen à Bruxelles.  
25 juin : reconnaissance mutuelle CEE-COMECON.  
27-28 juin : Conseil européen à Hanovre.  
1<sup>er</sup> juillet : la Grèce prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.  
9 novembre : transfert des cendres de Jean Monnet au Panthéon.  
14 novembre : adhésion de l'Espagne et du Portugal à l'UEO.  
2-3 décembre : Conseil européen à Rhodes.

1989

1<sup>er</sup> janvier : l'Espagne reprend la présidence du Conseil des Communautés européennes.  
janvier : renouvellement pour quatre ans de la présidence de Jacques Delors à la Commission.  
18 juin : troisièmes élections au suffrage universel direct du Parlement européen.  
1<sup>er</sup> juillet : la France prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.  
17 juillet : l'Autriche demande son adhésion à la CEE.  
9 novembre : ouverture du Mur de Berlin.  
8-9 décembre : Conseil européen de Strasbourg. Les Douze reconnaissent la réunification de l'Allemagne et s'accordent sur la création de la BERD (Banque européenne de reconstruction et de développement) destinée à financer les investissements dans les États d'Europe centrale et de l'Est. Adoption d'une Charte

sociale malgré l'opposition britannique. Décision de la convocation d'une Conférence intergouvernementale.

1990

1<sup>er</sup> janvier : l'Irlande prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

1<sup>er</sup> janvier : début de la première phase de l'Union Économique et Monétaire (UEM).

18 mars : premières élections libres en République Fédérale d'Allemagne depuis la réunification.

28 avril : Conseil européen à Dublin.

29 mai : signature des accords instituant la Banque européenne de reconstruction et de développement.

19 juin : signature des accords de Schengen.

25 juin : Conseil européen à Dublin.

1<sup>er</sup> juillet : l'Italie prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

4 juillet : Chypre dépose sa demande d'adhésion à la CEE.

16 juillet : Malte demande son adhésion à la CEE.

8 octobre : entrée de la Livre britannique dans le mécanisme de change du SME.

27 octobre : Conseil européen à Rome.

3 novembre : unité allemande.

14-15 décembre : Conférence intergouvernementale à Rome sur l'Union politique et l'Union économique et monétaire dont la deuxième phase a été fixée au 1er janvier 1994.

1991

1<sup>er</sup> janvier : le Luxembourg prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

18 avril : Conseil européen à Luxembourg.

4 avril : les ministres des Affaires étrangères de la CEE décident la levée partielle des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud.

15 avril : inauguration de la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD).

28 juin : Conseil européen à Luxembourg.

1<sup>er</sup> juillet : les Pays-Bas prennent la présidence du Conseil des Communautés européennes.

1er juillet : candidature de la Suède à la CEE.

3 juillet : alors que la guerre a éclaté en Yougoslavie, la CEE envoie une première mission d'observation en Slovénie, puis en Croatie.

21 octobre : accord entre la CEE et l'AELE sur la création de l'Espace Économique Européen (EEE).

22 novembre : accords d'association signés avec la Hongrie, la Pologne et la République tchèque.

9-10 décembre : Conseil européen de Maastricht.

23 décembre : reconnaissance par la CEE de la Communauté des États Indépendants (CEI).

1992

1<sup>er</sup> janvier : le Portugal prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

15 janvier : la CEE reconnaît officiellement l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie.

7 février : signature du Traité sur l'Union européenne à Maastricht. Ce traité relance l'Union européenne - notamment la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) -, ainsi que l'Union économique et monétaire (UEM) avec la création avant le 1er janvier 1999 d'une monnaie unique.

18 mars : la Finlande dépose une demande d'adhésion à la Communauté.

2 mai : à Porto, signature du traité instituant au 1er janvier 1993 une zone de libre-échange entre la Communauté et l'AELE : l'Espace Économique Européen (EEE).

26 mai : la Suisse présente sa demande officielle d'adhésion à la Communauté.

3 juin : référendum au Danemark sur le Traité sur l'Union européenne (50.7% de non).

20 juin : victoire du oui au référendum en Irlande sur le Traité sur l'Union européenne.

26 juin : Conseil européen de Lisbonne.

1<sup>er</sup> juillet : le Royaume-Uni prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

20 septembre : approbation en France par référendum du Traité sur l'Union européenne (51.04% de oui).

16 octobre : Conseil européen de Birmingham.

20 novembre : adhésion de la Grèce à l'UEO.

25 novembre : candidature de la Norvège à la Communauté.

6 décembre : rejet par référendum en Suisse du Traité EEE.

11-12 décembre : Conseil européen à Édimbourg.

1993

1<sup>er</sup> janvier : le Danemark prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

1<sup>er</sup> janvier : entrée en vigueur du marché unique.

1<sup>er</sup> février : ouverture des négociations d'adhésion à la CEE avec l'Autriche, la Suède, la Finlande et la Norvège.

18 mai : deuxième référendum au Danemark. Le traité sur l'Union européenne est ratifié (56.8% de oui).

21-22 juin : Conseil européen de Copenhague.

1<sup>er</sup> juillet : la Belgique prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

2 août : élargissement des marges de fluctuation au sein du SME de 15%.

29 octobre : Conseil européen de Bruxelles (I).

1er novembre : entrée en vigueur du Traité sur l'Union européenne signé à Maastricht.

10 décembre : Conseil européen de Bruxelles (II).

1994

1<sup>er</sup> janvier : la Grèce prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

1<sup>er</sup> janvier : mise en place de l'Institut monétaire européen, 2e phase de l'UEM. Mise en vigueur du traité sur l'Espace économique européen.

30 mars : accord sur l'adhésion à l'Union européenne de l'Autriche, de la Finlande, de la Suède et de la Norvège.

1<sup>er</sup> avril : la Hongrie présente sa candidature à l'Union européenne.

9-12 juin : élections du Parlement européen au suffrage universel.

24-25 juin : Conseil européen de Corfou.

1<sup>er</sup> juillet : l'Allemagne prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

15 juillet : Conseil européen à Bruxelles.

21 juillet : le Parlement européen approuve le choix de Jacques Santer pour succéder à Jacques Delors à la présidence de la Commission européenne.  
28 novembre : les Norvégiens refusent par référendum de rejoindre l'Union européenne.  
9-10 décembre : Conseil européen d'Essen avec l'Autriche, la Suède et la Finlande qui deviendront officiellement membres le 1er janvier 1995.

1995

1<sup>er</sup> janvier : la France prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.  
1<sup>er</sup> janvier : entrée officielle de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède dans l'Union européenne qui compte désormais 15 membres.  
18 janvier : investiture de la Commission Santer au Parlement européen.  
6 mars : signature d'un accord d'Union douanière entre la Communauté et la Turquie. La Grèce devient membre de plein droit de l'UEO.  
15 mars : le Parlement européen refuse de voter le programme de la Commission.  
20-21 mars : signature à Paris du Pacte de stabilité par les 52 membres de l'OSCE. Ce Pacte a pour but de consolider les frontières et assurer le respect des minorités nationales en Europe centrale et de l'Est.  
26 mars : entrée en vigueur des accords de Schengen dans les sept États signataires (République Fédérale d'Allemagne, Belgique, Espagne, France, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal).  
12 avril : l'Union européenne et la Turquie signent un accord d'association économique.  
15 mai : réunion à Lisbonne des ministres de l'UEO. Renforcement de la capacité opérationnelle avec les dispositifs Euroforce et Euromarforce.  
31 mai : présentation du Livre vert de la Commission sur les modalités de passage à la monnaie unique.  
26 juin : Conseil européen à Cannes.  
29 juin : la France reporte l'application des accords de Schengen en maintenant les contrôles aux frontières.  
1<sup>er</sup> juillet : l'Espagne prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.  
7 juillet : lancement du premier satellite d'observation militaire européen Helios.  
17 juillet : signature de l'accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et la Russie.  
26 juillet : signature de la Convention Europol (lutte contre le trafic de drogue, le terrorisme, les filières d'immigration irrégulière).  
4 novembre : signature de la révision de la Convention de Lomé IV entre l'Union européenne et les États ACP (71 membres).  
27-28 novembre : Conférence euro-méditerranéenne à Barcelone, associant douze États méditerranéens.  
5 décembre : la France décide de réintégrer le comité militaire de l'OTAN.  
15-16 décembre : Conseil européen de Madrid. Confirmation de l'échéance du 1er janvier 1999 pour le passage à la troisième phase de l'UEM. Le nom retenu pour la future monnaie unique est l'Euro.

1996

1<sup>er</sup> janvier : l'Italie prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.  
1<sup>er</sup>-2 mars : Sommet Europe-Asie à Bangkok.  
20 mars : le ministre britannique de la Santé annonce que la maladie de la "vache folle" pourrait être transmissible à l'homme.

27 mars : la Commission européenne décide un embargo à l'encontre des exportations britanniques de viande bovine.

29 mars : Conseil européen de Turin : ouverture de la CIG chargée d'envisager une révision du Traité dans son ensemble.

18 avril : annonce de l'admission de cinq nouveaux membres (Danemark, Suède, Finlande, Norvège et Islande) dans les travaux du Comité exécutif de Schengen.

21-22 juin : Conseil européen à Florence.

1<sup>er</sup> juillet : l'Irlande prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

27 septembre : l'Italie et l'Espagne présentent des plans d'austérité destinés à permettre à leurs pays de figurer dans le premier groupe de participants à la monnaie unique.

14 octobre : la monnaie finlandaise intègre le SME.

28 octobre : nomination d'un représentant de l'Union européenne au Moyen-Orient pour coordonner l'action des Quinze dans le processus de paix israélo-arabe.

11-13 décembre : présentation du logo puis des coupures de l'Euro.

13-14 décembre : Conseil européen de Dublin : adoption d'un "Pacte de stabilité et de croissance".

1997

1<sup>er</sup> janvier : les Pays-Bas prennent la présidence du Conseil de l'Union européenne.

2 février : annonce par Renault de la fermeture de l'usine de Vilvorde.

23-26 mai : Conseil européen à Noordwijk.

16-18 juin : au Conseil européen d'Amsterdam, accord sur un Traité modifiant, à l'issue de la CIG, le Traité sur l'Union européenne signé à Maastricht.

1<sup>er</sup> juillet : le Luxembourg prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

8 juillet : le sommet de l'OTAN de Madrid invite la Hongrie, la Pologne et la République tchèque à entamer des pourparlers d'adhésion à l'OTAN.

16 juillet : présentation de "l'Agenda 2000 : pour une Union plus large et plus forte" par la Commission européenne. La Commission recommande au Conseil l'ouverture de négociations en vue de l'adhésion de l'Estonie, de la Hongrie, de la Pologne, de la République tchèque, de la Slovaquie et de Chypre à l'Union européenne.

13-14 septembre : réunion des ministres des Finances des Quinze. Accord sur les taux de change bilatéraux dans la perspective du passage à l'Euro.

2 octobre : signature du Traité d'Amsterdam.

26 octobre : l'Italie intègre l'espace Schengen.

20-21 novembre : Conseil européen de Luxembourg sur l'emploi.

12-13 décembre : Conseil européen de Luxembourg : les Quinze décident d'engager officiellement les négociations d'adhésion avec les six États candidats retenus par la Commission européenne.

1998

1<sup>er</sup> janvier : le Royaume-Uni prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

1<sup>er</sup> janvier : libéralisation des télécoms domestiques.

19-20 janvier : mission européenne d'information en Algérie, composée des secrétaires d'État britannique, autrichien et luxembourgeois aux Affaires étrangères.

8-11 février : voyage en Algérie d'une délégation de neuf députés du Parlement européen.

12 mars : première "Conférence européenne" réunissant les ministres des Affaires étrangères des Quinze et tous les États candidats à l'adhésion (onze États en l'absence de la Turquie).

18 mars : la Commission européenne présente un projet de réforme budgétaire pour la période 2000-2006.

25 mars : rapport de la Commission européenne sur la convergence des économies européennes. 11 États remplissent les conditions nécessaires pour participer à l'Euro dès 1999.

30-31 mars : Conseil européen à Londres.

2-4 avril : deuxième Sommet entre l'Union européenne et dix États d'Asie (États de l'ASEAN, Chine et Japon).

2 mai : compromis sur le partage du mandat à la Présidence de la Banque centrale européenne (BCE) entre Wim Duisenberg et Jean-Claude Trichet. M.Duisenberg en devient le premier Président.

1er juin : installation de la BCE à Francfort.

4 juin : première réunion du Conseil de l'Euro avec les ministres des Finances des 11 États adoptant l'Euro.

8 juin : guerre au Kosovo. Instauration de sanctions économiques contre la Serbie par l'Union européenne et les États-Unis.

15-16 juin : Conseil européen de Cardiff consacré aux réformes institutionnelles à mettre en œuvre après l'élargissement de l'Union européenne.

1<sup>er</sup> juillet : l'Autriche prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

14 juillet : premier accord d'association entre l'Union européenne et la Turquie.

6 octobre : Jacques Santer défend, devant le Parlement européen, la Commission européenne accusée de fraude et de corruption.

24-25 octobre : au Sommet informel de Pörschach, consensus en faveur d'une politique de soutien de la croissance et de l'emploi.

3-4 novembre : réunion informelle des ministres de la Défense des Quinze, d'accord pour doter l'Europe d'une politique de défense.

10 novembre : ouverture officielle des négociations d'élargissements de l'Union européenne avec les six premiers candidats retenus.

23 novembre : le Conseil décide de lever l'embargo sur les exportations britanniques de bœuf. Quatre États, dont la France, s'abstiennent.

11-12 décembre : Conseil européen à Vienne.

31 décembre: fixation du taux de change définitif des monnaies par rapport à l'Euro.  
Un Euro = 6.55957 FF.

1999

1<sup>er</sup> janvier : l'Allemagne prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

1er janvier : début de la troisième phase de l'Union Économique et Monétaire (UEM).

6 janvier : accusée d'avoir détourné des fonds de la Communauté, Mme Edith Cresson s'explique devant le Parlement européen.

26 janvier : accord de coopération scientifique et technique entre l'UE et l'État d'Israël.

25 février : le Parlement européen approuve la proposition de la Commission d'octroyer à la Bosnie-Herzégovine un soutien financier pouvant atteindre jusqu'à 60 millions d'Euros.

1er mars : Sommet informel de Petersberg. Discussions sur l'Agenda 2000 et propositions de réforme du financement de la PAC.

16 mars : démission en bloc de la Commission européenne.

24-25 mars : Conseil européen à Berlin.

25 mars : le Parlement européen donne son feu vert pour l'accord de coopération avec la Turquie.

31 mars : compromis au Conseil européen de Berlin sur le financement de l'Union européenne sur la période 2000-2006.

8 avril : la Présidence allemande présente à Luxembourg un projet de Pacte de stabilité pour les Balkans, qui serait lancé lors d'une conférence internationale.

14 avril : discours de Romano Prodi devant le Parlement européen.

16 avril : nouvelle phase de négociations d'adhésion avec les six pays candidats du "premier groupe" sur quatre nouveaux chapitres de l'acquis communautaire.

27 avril : discussion entre les Quinze sur le projet de Pacte européen pour l'emploi.

1er mai : entrée en vigueur du Traité d'Amsterdam.

6 mai : le Parlement européen approuve à une large majorité la désignation de Romano Prodi comme Président de la Commission européenne "pour le reste du mandat" jusqu'à la désignation d'une nouvelle Commission.

17 mai : le Conseil adopte une position commune sur la conclusion d'un Pacte de stabilité de l'UE pour l'Europe du Sud-Est.

3-4 juin : Conseil européen de Cologne. Les États membres décident le renforcement de la politique européenne commune en matière de sécurité et de défense. Javier Solana devient le premier Haut Représentant de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Romano Prodi expose ses idées sur la réforme de la Commission européenne.

10-13 juin : 5e élections du Parlement européen au suffrage universel direct. Le PPE est le parti le plus représenté avec 233 députés sur un total de 626.

28 juin : réunion informelle et extraordinaire des Quinze à Rio afin de trancher la question des nominations à opérer pour les Balkans à la fin du conflit du Kosovo.

1<sup>er</sup> juillet : la Finlande prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

10 juillet : Romano Prodi dévoile la nouvelle Commission européenne, ses Commissaires et leurs portefeuilles.

20 juillet : suite à des négociations au sein du PPE, Mme Nicole Fontaine est élue Présidente du Parlement européen.

29-30 juillet : Sommet à Sarajevo sur le Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est. Ce Pacte vise à promouvoir plus de sécurité dans les Balkans, le renforcement de la coopération entre les États de cette région, ainsi que leur intégration progressive dans les structures euro-atlantiques.

1er août : fin de l'embargo sur le bœuf britannique.

5 août : le successeur de Javier Solana comme Secrétaire général de l'OTAN est George Robertson.

19 août : l'Union européenne alloue une aide humanitaire à la Turquie, victime de violents tremblements de terre.

30 août : un groupe de réflexion de Haut niveau, composé de l'ancien Premier ministre belge Jean-Luc Dehaene, de l'ancien Président de la République fédérale d'Allemagne Richard von Weizsäcker, et par Lord David Simon, ancien ministre britannique du Commerce et de la Compétitivité en Europe, est chargé par la Commission européenne de rendre un rapport portant sur les thèmes que la prochaine CIG devra traiter, afin de préparer l'Union européenne aux élargissements à venir.

2-9 septembre : audition des Commissaires par le Parlement européen.

15-16 octobre : Conseil européen de Tampere. Les Quinze jettent les bases de l'Espace européen de liberté, de sécurité et de justice dans ses différents aspects : immigration, asile, lutte contre le racisme et la xénophobie, lutte contre la criminalité.

18 octobre : le groupe de réflexion présidé par Jean-Luc Dehaene rend son rapport sur la CIG et la réforme des institutions européennes.

17-19 novembre : Sommet de l'OSCE à Istanbul : adoption de la "Charte de sécurité pour le XXI<sup>e</sup> siècle".

20-21 novembre : leaders socialistes, sociaux-démocrates ou démocrates d'Europe et des États-Unis, Bill Clinton, Romano Prodi, Tony Blair, Gerhard Schröder et Massimo D'Alema se réunissent à Florence pour débattre sur le thème : "Progressive Governance in the 21th Century".

1er décembre : ouverture à Seattle de la Conférence du "Millennium Round" de l'OMC.

8-9 décembre : Conseil européen de Helsinki. Ont été décidé : la mise en place d'une défense commune, l'élargissement aux Etats d'Europe centrale, et la réforme des institutions avec le lancement début 2000 d'une nouvelle conférence intergouvernementale. Les chefs d'Etat et de gouvernement s'accordent sur « la vocation de la Turquie à rejoindre l'Union sur la base des mêmes critères que ceux qui s'appliquent aux autres pays candidats. »

2000

1<sup>er</sup> janvier : le Portugal prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

2 février : en Autriche, l'ÖVP de Wolfgang Schüssel s'allie avec le FPÖ de Jorg Haider pour former un gouvernement de coalition.

14 février : ouverture d'une nouvelle CIG chargée de négocier la prochaine réforme institutionnelle de l'Union européenne. Cette CIG doit s'achever à la fin 2000.

1er mars : Romano Prodi et Neil Kinnock présentent le Livre blanc sur la Réforme de la Commission européenne.

23-24 mars : Conseil européen de Lisbonne ; il vise à définir une nouvelle stratégie de l'Union concernant l'emploi, la réforme économique et sociale dans une économie fondée sur la connaissance.

3 mai : la Commission propose que la Grèce devienne le douzième membre de la zone euro.

19-20 juin : Conseil européen de Feira. Les Etats membres approuvent les grandes orientations de politique économique dans l'Union pour l'exercice 2000 et adoptent une stratégie commune à l'égard de la région méditerranéenne. Le Conseil européen avalise l'entrée de la Grèce dans la zone euro, ainsi qu'un plan d'action pour la dimension septentrionale dans les politiques extérieure et transfrontalière de l'Union européenne 2000-2003.

1<sup>er</sup> juillet : la France prend la présidence du Conseil de l'Union européenne

28 septembre : le Danemark organise un referendum sur l'adhésion à la monnaie unique. Le « non » l'emporte.

8 novembre : la Commission remet au Conseil le rapport d'ensemble sur l'élargissement, l'état de la préparation des Etats candidats et une proposition de « partenariat pour l'adhésion » identifiant les problèmes clés auxquels la Turquie doit s'attaquer avant l'ouverture des négociations d'adhésion.

15-16 novembre : 4<sup>e</sup> Conférence euro-méditerranéenne à Marseille.

7 décembre : en marge du Sommet de Nice, les Présidents du Parlement européen, du Conseil européen et de la Commission européenne proclament solennellement la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

7-9 décembre : Conseil européen de Nice. Le Conseil réaffirme que la Charte des Droits fondamentaux doit bénéficier d'une diffusion aussi large que possible parmi les citoyens de l'Union. Le Conseil examine aussi la politique européenne de sécurité et de défense, approuve l'agenda social européen, discute de l'innovation et de la connaissance en Europe, de la coordination des politiques économiques, de la santé et

de la sécurité des consommateurs, de la sécurité maritime, de l'environnement. La conférence intergouvernementale se termine par la signature du Traité de Nice.

2001

1<sup>er</sup> janvier : la Suède prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

La Grèce devient le 12<sup>ème</sup> membre de la zone euro.

26 février : suite au Conseil européen tenu à Nice (France), un nouveau traité est signé modifiant le Traité sur l'Union européenne et les traités établissant les Communautés européennes (traité de Nice).

20 mars : adoption par la Commission d'un livre vert sur la politique commune de la pêche après 2002.

23-24 mars : le Conseil européen se réunit à Stockholm, Suède. Il définit des directives stratégiques en vue de parvenir à une croissance soutenue et à un climat de stabilité macroéconomique et d'atteindre les objectifs en matière de taux d'emploi.

7 juin : un référendum a lieu en Irlande. La population vote contre le traité de Nice.

15-16 juin : le Conseil européen se tient à Göteborg, en Suède. Il se met d'accord sur le cadre destiné à mener les négociations sur l'élargissement à bonne fin, adopte une stratégie de développement durable et approuve les grandes orientations des politiques économiques, ainsi que les grands principes destinés à assurer la viabilité à long terme des régimes de retraite. Il entérine, par ailleurs, un programme de l'Union européenne pour la prévention des conflits violents et des avancées sont également enregistrées concernant les politiques relatives à la dimension septentrionale de l'Union.

25 juin : un accord euro-méditerranéen d'association est signé avec l'Égypte.

1<sup>er</sup> juillet : la Belgique prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

20-22 juillet : un Sommet du G7/G8 se tient à Gênes, Italie. Les thèmes abordés par les participants sont la santé, le commerce international, la lutte contre la pauvreté, le développement, la dette, l'environnement, la sécurité alimentaire, les Balkans et le Proche-Orient.

11 septembre : attentats à New York.

21 septembre : réunion d'un Conseil européen extraordinaire à Bruxelles, Belgique, afin d'analyser la situation internationale suite aux attentats terroristes du 11 septembre à New York et Washington, États-Unis, et de donner les impulsions nécessaires aux actions de l'Union européenne.

29 octobre : signature de l'accord de stabilisation et d'association entre l'Union européenne et la Croatie.

9-13 novembre : la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se tient à Doha, Qatar.

23 novembre : l'Union européenne signe un accord de coopération avec le Pakistan.

14-15 décembre : le Conseil européen se réunit à Laeken, en Belgique. Il adopte une déclaration sur l'avenir de l'Union ouvrant la voie à la future grande réforme de l'Union et convoque une Convention afin de préparer la prochaine Conférence intergouvernementale. Il prend également des décisions visant, d'une part, à renforcer le rôle de l'Europe sur la scène internationale notamment dans la lutte contre le terrorisme, et d'autre part, à conclure, avant fin 2002, les négociations avec les pays candidats prêts à l'adhésion afin qu'ils participent aux élections du Parlement européen en 2004. Il adopte une déclaration d'opérationnalité de la politique extérieure commune de sécurité et de défense ainsi qu'une déclaration sur le Moyen-Orient.

2002

1<sup>er</sup> janvier : l'Espagne prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

Les billets et pièces libellés en euros sont mis en circulation dans les douze États Membres participants : Autriche, Belgique, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Espagne.

15 janvier : Pat Cox est élu président du Parlement européen.

28 février : suite à la fin de la période de double circulation, l'euro devient la seule monnaie ayant cours légal dans les douze États membres participants.

15-16 mars : le Conseil européen se tient à Barcelone, en Espagne. Il se concentre sur les questions économiques, sociales et environnementales; il accorde une haute priorité à l'interconnexion des économies européennes au niveau des marchés financiers et des réseaux de l'énergie, des transports et des communications et souhaite à cet effet une accélération du processus législatif d'ouverture. Les politiques visant au plein emploi et au développement d'une économie compétitive fondée sur la connaissance sont renforcées. Le Conseil européen évoque aussi le partenariat euro-méditerranéen, les relations avec les États-Unis et certains pays des Balkans occidentaux ainsi que la situation au Zimbabwe. Il adopte en outre une déclaration face à l'aggravation du conflit israélo-palestinien.

26 mars : lancement du système européen de positionnement et de navigation par satellite, GALILEO.

22 avril : l'UE et l'Algérie signent un accord d'association à Valence, en Espagne.

31 mai : l'Union européenne ratifie le protocole de Kyoto.

17 juin : l'Union européenne et le Liban signent un accord d'association au Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg.

21-22 juin : le Conseil européen se tient à Séville, en Espagne.

1<sup>er</sup> juillet : le Danemark prend la présidence du Conseil de l'UE

23 juillet : le Traité établissant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) expire après 50 années de vie.

26 septembre : la première journée européenne des langues est célébrée et continuera à être célébrée chaque année à la même date afin de promouvoir l'apprentissage des langues à travers l'Europe.

9 octobre : la Commission européenne recommande que les négociations d'adhésion engagées soient achevées avant la fin de l'année 2002 avec les pays suivants : Chypre, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, La Lituanie, Malte, la Pologne, la République slovaque et la Slovénie. La Commission considère que ces pays seront prêts à adhérer à l'UE dès le début de 2004.

19 octobre : à l'occasion d'un deuxième référendum, les Irlandais se prononcent en faveur du Traité de Nice.

24-25 octobre : un Conseil européen se tient à Bruxelles, Belgique.

18 novembre : signature d'un Accord d'association UE-Chili à Bruxelles, Belgique.

12-13 décembre : Conseil européen à Copenhague, Danemark.

2003

1<sup>er</sup> janvier : la Grèce prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

L'UE fête les 10 ans du Marché unique.

15 janvier : première mission de police de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine.

1<sup>er</sup> février : entrée en vigueur du Traité de Nice.

17 février : Conseil européen extraordinaire à Bruxelles, Belgique.

8 mars : un référendum a lieu à Malte sur l'adhésion du pays à l'Union européenne. La majorité de la population se prononce en faveur de l'adhésion.

14 mars : l'UE et l'OTAN signent un Pacte de sécurité à Athènes, Grèce.

19 mars : un vote est organisé au Parlement européen. Le rapport donnant le feu vert à l'adhésion en 2004 de Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque et la Slovénie, est adopté à la majorité.

20-21 mars : le troisième Conseil européen de printemps annuel se tient à Bruxelles, Belgique. Les Ministres décident de redoubler les efforts visant à mettre en œuvre la stratégie pour la compétitivité, l'emploi et l'inclusion sociale décidée à Lisbonne. Ils discutent également de la situation en Irak.

23 mars : un référendum a lieu en Slovénie sur l'adhésion du pays à l'Union européenne. La majorité de la population se prononce en faveur de l'adhésion.

9 avril : le Parlement européen se prononce en faveur de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie.

12 avril : un référendum a lieu en Hongrie sur l'adhésion du pays à l'Union européenne. La majorité de la population se prononce en faveur de l'adhésion.

16 avril : signature du traité d'adhésion entre l'UE et la République tchèque, l'Estonie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie à Athènes, Grèce.

10-11 mai : un référendum a lieu en Lituanie sur l'adhésion du pays à l'Union européenne. La majorité de la population se prononce en faveur de l'adhésion.

16-17 mai : un référendum a lieu en République slovaque sur l'adhésion du pays à l'Union européenne. La majorité de la population se prononce en faveur de l'adhésion.

7-8 juin : un référendum a lieu en Pologne sur l'adhésion du pays à l'Union européenne. La majorité de la population se prononce en faveur de l'adhésion.

13 -14 juin : un référendum a lieu en République tchèque sur l'adhésion du pays à l'Union européenne. La majorité de la population se prononce en faveur de l'adhésion.

20-21 juin : le Conseil européen se tient à Thessalonique, en Grèce. L'avant-projet de constitution pour l'UE est accueilli comme étant une bonne base de départ pour les négociations à venir sur l'avenir de l'Europe. Les dirigeants de l'UE rencontrent les représentants des pays des Balkans et expriment leur intention d'accueillir ces derniers dans l'Union européenne sous réserve qu'ils assurent la promotion de la stabilité démocratique, de l'État de droit et du développement économique. Il est également fait référence à l'importance des relations transatlantiques pour la stabilité de la situation internationale.

25 juin : un Sommet UE- États-Unis se tient à Washington DC. L'Union européenne et les États-Unis décident de travailler en collaboration dans la lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes. Ils décident de partager leurs informations sur les comptes en banque suspects et de mettre en place des équipes d'enquêtes conjointes. Il est également fait référence à la situation en Iran et en Corée du Nord, ainsi qu'à la "feuille de route" pour le processus de paix au Moyen-Orient.

1<sup>er</sup> juillet : l'Italie prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

14 juillet : la Suède organise un référendum sur l'adhésion à la monnaie unique. Le non l'emporte.

14 septembre : la 5<sup>ème</sup> conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se tient à Cancun, Mexique. Destinée à négocier une série de propositions concernant l'investissement, la concurrence, la transparence des marchés publics et la facilitation des échanges, la conférence s'achève sans que les participants parviennent à un accord.

20 septembre : un référendum a lieu en Lettonie sur l'adhésion du pays à l'Union européenne. La majorité de la population se prononce en faveur de l'adhésion.

4 octobre : la Conférence intergouvernementale (CIG) se tient à Rome, Italie. Ses tâches principales sont l'élaboration et l'adoption de la version finale de la première Constitution européenne. Plusieurs Etats membres réclament que des changements soient apportés au projet de Constitution européenne proposé par la Convention en juillet. La CIG devrait parvenir à un accord avant les prochaines élections européennes qui sont prévues pour juin 2004.

16-17 octobre : un Conseil européen se tient à Bruxelles, Belgique. Il se concentre sur trois sujets principaux: le suivi donné au Conseil de Thessalonique sur le droit d'asile et l'immigration, la politique économique dans le cadre de l'initiative européenne pour la croissance, et les relations extérieures.

1er novembre : changement de présidence à la Banque centrale européenne (BCE). M. Jean-Claude Trichet, précédemment gouverneur de la Banque de France, succède à M. Willem F. Duisenberg, qui fut président de la BCE du 1er juin 1998 au 31 octobre 2003.

12-13 décembre : Conseil européen à Bruxelles, Belgique.

2004

1<sup>er</sup> janvier : l'Irlande prend la tête du Conseil de l'Union européenne.

11 janvier : Peter Straub, président du parlement de Baden-Württemberg, est élu président du Comité des régions.

11 mars : attaque d'Al Quaida à Madrid. Plusieurs dizaines de morts et des centaines de blessés.

25-26 mars : le quatrième Conseil européen de printemps se tient à Bruxelles, Belgique. Il se concentre sur la stratégie de Lisbonne et la situation économique, sociale et environnementale dans l'Union. Il a également reçu un rapport de la Présidence sur la Conférence intergouvernementale et adopté une déclaration sur la lutte contre le terrorisme.

13-15 avril : auditions des commissaires des 10 Etats adhérents. A trois semaines de l'élargissement de l'Union à dix nouveaux Etats membres, le Parlement procédera aux auditions publiques des 10 commissaires désignés de ces Etats. Le vote de la plénière aura lieu à Strasbourg, le 5 mai.

1er mai : entrée en vigueur du traité d'adhésion. Le plus grand élargissement de l'Union européenne en terme de portée et de diversité devient une réalité avec 10 nouveaux pays - Chypre, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République slovaque et la Slovénie - représentant tous ensemble plus de 100 millions de citoyens, rejoignant l'Union européenne.

5 mai : le Parlement européen procède à un vote formel d'approbation des 10 nouveaux Commissaires venant des 10 nouveaux Etats membres au cours de la dernière période de session de la législature actuelle. Le Conseil des ministres a également formellement nommé les dix nouveaux Commissaires.

13 juin : élections législatives européennes dans l'Europe élargie.

17-18 juin : Conseil européen à Bruxelles, Belgique. Le Conseil a décidé, entre autres, que suivant l'avis de la Commission et le fait que la Croatie remplit les critères politiques définis par le Conseil européen de Copenhague en 1993 et les conditions de participation au processus de stabilisation et d'association définies par le Conseil en 1997, la Croatie est un pays candidat à l'adhésion et que le processus d'adhésion devrait être lancé.

29 juin : session du Conseil des chefs d'Etat ou de gouvernement à Bruxelles, Belgique. José Manuel Durão Barroso est désigné en tant que personnalité qu'il envisage de nommer président de la Commission, Javier Solana est nommé Secrétaire

général du Conseil et haut représentant pour la PESC et Pierre de Boissieu en tant que Secrétaire général adjoint. Les chefs d'État ou de gouvernement ont également décidé que M. Solana serait nommé ministre des Affaires étrangères de l'UE le jour de l'entrée en vigueur de la Constitution.

1<sup>er</sup> juillet : les Pays-Bas prennent la tête du Conseil de l'Union européenne.

20 juillet : le nouveau Parlement européen choisit Josep Borrell Fontelles comme Président.

22 juillet : le Parlement européen approuve la nomination de José Manuel Barroso comme nouveau Président de la Commission européenne.

27 septembre - 8 Octobre : les commissions spécialisées du Parlement européen tiennent une série d'auditions des 24 commissaires désignés, en préparation du vote d'approbation par le Parlement du nouveau Collège des commissaires dans son ensemble.

26 octobre : le président désigné, M. Barroso, retire sa proposition pour une nouvelle Commission européenne. On espère qu'une nouvelle proposition sera soumise au vote d'approbation du Parlement dans les prochains jours.

29 octobre : les chefs d'État et de gouvernement ainsi que les ministres des affaires étrangères signent le traité établissant une Constitution pour l'Europe.

4-5 novembre : le Conseil européen examine trois questions : la préparation de l'évaluation à mi-parcours de la stratégie de Lisbonne ; un espace de liberté, de sécurité et de justice : le programme de La Haye ; l'initiative « communiquer l'Europe. »

18 novembre : le Parlement européen approuve la nouvelle Commission Barroso, par 449 voix pour, 149 contre et 82 abstentions.

16-17 décembre : Conseil européen. Les chefs d'Etat de l'Union européenne décident de fixer l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Turquie le 3 octobre 2005, tout en fixant à Ankara des conditions très strictes dont la plus immédiate concerne la reconnaissance de Chypre. D'importantes décisions sont prises également dans le cadre de l'élargissement à la Bulgarie et à la Roumanie pour que ces deux pays mènent à bien l'ensemble des réformes nécessaires. La Croatie, de son côté, reçoit le feu vert à l'ouverture de négociations en mars 2005

## 2005

1<sup>er</sup> janvier : le Luxembourg prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

16 janvier : la Commission européenne salue l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto qui met à disposition de la communauté internationale l'instrument le plus puissant à ce jour pour lutter contre le changement climatique.

20 janvier : l'Espagne est le premier État membre à organiser un référendum sur la Constitution européenne.

21-22 janvier : le président américain George W. Bush rend visite à l'OTAN et à l'Union européenne. Il s'agit de la première visite d'un président américain auprès des institutions européennes mais également de la première visite du président Bush depuis sa réélection.

17 mars : en l'absence d'un commun accord au sein du Conseil de l'UE, et constatant que la Croatie ne remplit pas toutes les conditions pour l'ouverture des négociations d'adhésion – notamment une coopération pleine de tous les pays des Balkans occidentaux avec le TPIY - l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Croatie est reportée.

22-23 Mars : Conseil européen : les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne s'accordent sur la réforme du Pacte de stabilité. Ils adoptent aussi la

réforme de la Stratégie de Lisbonne, qui incite notamment les Etats membres à proposer des plans d'action nationaux (PAN), documents stratégiques présentant les mesures nationales, au niveau économique et social, en vue d'atteindre les objectifs de la stratégie globale européenne : faire de l'Union européenne l'économie la plus compétitive du monde.

25 avril : la Bulgarie et la Roumanie signent leur traité d'adhésion à l'Union européenne. Ce traité entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

9 mai : 60e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe.

29 mai : les électeurs français votent "non" à la ratification du traité constitutionnel européen.

1<sup>er</sup> juin : les citoyens néerlandais choisissent de dire non à la ratification du Traité constitutionnel.

6 juin : le Groupe ACP, qui comprend 79 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, célèbre son 30<sup>ème</sup> anniversaire.

16-17 : Conseil européen à Bruxelles, Belgique. Pas d'accord sur les perspectives budgétaires après une longue nuit de tractations.

22 juin : conférence internationale avec l'Irak co-organisée par l'Union européenne et les Etats-Unis s'est tenue à Bruxelles.

10 juillet : les électeurs luxembourgeois votent "oui" à la ratification du traité constitutionnel européen.

11 juillet : dixième anniversaire du massacre de Srebrenica.

5 août : 8e sommet UE-Chine à Beijing, Chine.

7 août : 6e sommet UE-Inde à New Delhi, Inde.

21 août : l'UE et l'Irak signent à New York une déclaration conjointe sur le dialogue politique.

3 octobre : ouverture des négociations d'adhésion avec la Turquie et la Croatie.

4 octobre : 16e sommet UE-Russie à Londres.

7 octobre : Anne-Marie Sigmund, présidente du Conseil Economique et Social Européen (CESE), et José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, signent un nouveau protocole de coopération entre les deux institutions.

27-28 novembre : sommet Euromed à Barcelone, 10e anniversaire de l'adoption de la déclaration de Barcelone en novembre 1995.

15-16 décembre : Conseil européen à Bruxelles, Belgique. Les Etats membres trouvent un accord sur les perspectives financières 2007-2013.

2006

1<sup>er</sup> janvier : L'Autriche prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

1<sup>er</sup> février : La Commission européenne lance un Livre blanc "Débattre de l'Europe en impliquant les citoyens" jetant les bases d'une politique de communication de l'Union européenne.

16 février : Michel Delebarre, député-maire de Dunkerque (région Nord-Pas-de-Calais), est élu président du Comité des régions (CdR) lors de la session plénière du CdR à Bruxelles.

Le Parlement européen adopte en première lecture, à une large majorité, son rapport sur la directive relative aux services dans le marché intérieur ("directive Bolkestein").

23-24 mars : Conseil européen à Bruxelles, Belgique. Les Etats membres font le point sur les Programmes nationaux de réforme (PNR) et se dotent d'une politique énergétique pour l'Europe. Ils s'engagent à investir plus dans la connaissance et l'innovation.

04 avril : le Parlement européen donne son accord pour le budget 2007-2013. Il s'élève à 866,4 milliards d'euros.

07 avril : Le domaine de premier niveau « .eu » est ouvert à tous les résidents de l'Union européenne sur Internet.

15-16 juin : Conseil européen à Bruxelles, Belgique. Les chefs d'Etats appellent à une période de consultations avec les Etats membres sur l'avenir de l'Union européenne. La présidence allemande (01/01-30/06 2007) est chargée par le Conseil européen de présenter un « rapport sur les débats et les évolutions possibles » au premier semestre 2007.

21 juin : Le président de la Commission José Manuel Barroso, le président du Conseil européen et chancelier autrichien Wolfgang Schäussel et le président des Etats-Unis George W. Bush se rencontrent au Sommet UE-USA qui se tient à Vienne.

1 juillet : La Finlande prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

18 juillet : Une conférence internationale sur le Darfour, co-organisée par l'Union européenne, les Nations unies et l'Union africaine, se tient à Bruxelles

1 août : A Salzbourg, lors d'une réunion sur le pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, Ivo Sanader, premier ministre croate, affirme que la Croatie souhaite adhérer à l'Union européenne en 2008.

26 octobre : M. Alexander Milinkevich, chef de l'opposition biélorusse, est le lauréat du Prix Sakharov 2006.

5 décembre : Le Traité constitutionnel est ratifié par le Parlement finlandais, ce qui porte à seize le nombre d'Etats membres l'ayant ratifié.

14-15 décembre : lors de ce Conseil européen sous la présidence finlandaise, les Etats membres ont adopté une approche commune sur l'avenir du processus d'élargissement qui demeure une priorité de l'UE. Le Conseil européen a ainsi confirmé les perspectives d'adhésion à l'UE des pays des Balkans occidentaux.

## 2007

1 janvier : avec l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, l'UE passe à 27 Etats membres. Le Conseil de l'Union européenne nomme Mme Meglena Kuneva (Bulgarie) et M. Leonard Orban (Roumanie) membres de la Commission européenne jusqu'au 31 octobre 2009.

L'Union compte désormais 23 langues officielles avec l'ajout du bulgare, du gaélic et du roumain.

La Slovaquie adopte l'euro.

L'Allemagne prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

16 janvier : Hans-Gert Poettering est élu président du Parlement européen.

8-9 mars : Conseil européen à Bruxelles. Les Etats renouvellent leur soutien à la stratégie de Lisbonne et mettent à jour un programme de simplification et d'amélioration de la législation communautaire. Les 27 adoptent une politique intégrée en matière de climat et d'énergie.

21-22 juin : Conseil européen à Bruxelles. Sur la base du rapport établi par la présidence allemande, conformément aux exigences du Conseil européen de juin 2006, le Conseil européen convoque une Conférence intergouvernementale chargée d'établir avant la fin de l'année 2007 un projet de texte de traité modifiant les traités actuels en vue de renforcer l'efficacité et la légitimité démocratique de l'Union élargie et d'améliorer la cohérence de son action extérieure.

1 juillet : le Portugal prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

4 juillet : Premier sommet UE-Brésil à Lisbonne.

10 juillet : le Conseil Ecofin autorise Chypre et Malte à adopter l'euro à dater du 1er janvier 2008.

23 juillet : ouverture officielle de la conférence intergouvernementale (CIG) chargée d'établir un projet de traité modificatif en vue de modifier les traités de l'UE.